

## Assemblée Générale Ordinaire (2016) d'Enda Tiers Monde



**Le Secrétaire Exécutif salue la collaboration accrue entre les membres et le positionnement stratégique du réseau à l'international**

**CRISE POST-ELECTORALE EN GAMBIE - Le réseau Enda Tiers Monde mobilise ses équipes aux côtés des populations déplacées**

P. 6

### ÉDITORIAL



Moussa Mbaye,  
Secrétaire exécutif  
Enda Tiers Monde

**Le monde que nous voulons : sommes-nous prêts?**

Suite Page 2

**L**es tendances actuelles au repli sur soi, à la xénophobie et à la fuite en avant que l'on observe dans beaucoup de pays du Nord mais aussi du Sud, toutes inquiétantes et pleines de menaces qu'elles soient, sont aussi un signe des progrès enregistrés dernièrement à l'échelle de la Planète, tels que concrétisés par l'Accord de Paris pour le changement climatique et la rapidité de sa promulgation, par l'adoption de l'Agenda 2030 et des 17 objectifs de développement durable, etc. En filigrane, ces acquis majeurs de l'année 2015 sont bien l'aveu que le monde doit changer de modèle de référence économique, y compris dans son rapport aux ressources naturelles, dans les modes de production et de consommation ; etc. En tenant compte de toutes les limites intrinsèques à ce genre de processus, on a néanmoins bien senti un vent de changement souffler, touchant même les paradigmes dudit développement. ■■■

### SUIVI-EVALUATION STRATEGIQUE :

**Enda TM met en place un dispositif ambitieux**

P. 10



**Suite Page 1** Le 12 décembre 2015, le Président français saluait les délégués venus du monde entier, qui venaient d'adopter « l'Accord de Paris » : « *Le monde a écrit avec vous une nouvelle page de son Histoire ! Nous entrons dans l'ère du bas carbone. C'est un mouvement puissant et irréversible et ce mouvement va bien au-delà des états et des gouvernements (...). C'est la plus belle et la plus pacifique des révolutions qui vient d'être accomplie* ».

Mais un tel « programme », on le sait bien, touche à un ordre social dont les plus farouches défenseurs et bénéficiaires chercheront par tous les moyens à empêcher ou retarder l'échéance. Alors, si les tendances à contre-courant indiquent bien -en négatif- l'importance du succès connu sur des enjeux déterminants, contre lequel elles réagissent aussi vivement, il ne faut pas pour autant les prendre pour simple feux de paille, comme si la bataille était déjà gagnée.

Ce rappel est simplement un encouragement et une exhortation pour ces milliers de citoyens et d'organisations qui se sont mobilisés pour créer un déclic et transformer réellement et positivement la gouvernance de la Planète. C'est aussi un appel à plus de vigilance pour les citoyens, les membres des organisations militantes, etc., devant la bataille engagée par certaines forces en faveur du statu-quo, pour saper les fondements des transformations engagées à coup de désinformation (pompeusement intitulée « vérité alternative »), de révisionnisme à outrance...

**« Cela semble toujours impossible, jusqu'à ce qu'on le fasse ».**  
**Nelson Mandela**

Il nous faudra beaucoup de courage et de persévérance pour limiter les marges de manœuvres de plusieurs compagnies travaillant dans le secteur des énergies fossiles (responsables de 80% des émissions de CO2 mondiales) qui se sont coalisées pour créer les conditions afin « d'extraire et exploiter toutes les réserves possibles d'énergies fossiles, y compris les moins accessibles et celles qui ne sont pas encore connues... à bas coût, faisant fi de celui payé par la nature<sup>1</sup> ». Seul un mouvement citoyen fort et large, bien articulé aux chercheurs citoyens, pourrait convaincre ou forcer ces acteurs et les hommes politiques qui promeuvent leur agenda – à étudier plutôt « comment contribuer aux trajectoires bas carbone promises par l'Accord de Paris, et entamer ainsi une indispensable reconversion de leurs activités ».

**« Tout développement qui distend et dissocie les hommes, les familles, les groupes, constitue un péril extrême pour tous<sup>2</sup>. »**  
**Jacques Bugnicourt**

Le lien vital entre environnement et développement, qui est à l'origine de la naissance d'Enda, appelle à un changement de système ; Enda tiers-monde s'est battu pendant longtemps pour cette vision et, aujourd'hui que le plus grand nombre s'y engage résolument, compte redoubler d'efforts pour la transformation de cette planète en un monde convivial pour tous, avec pour gain la paix et la sécurité.

Conformément à notre Mission et à notre philosophie, nous allons y contribuer en accompagnant les acteurs, en particulier les groupes défavorisés et leurs organisations, à prendre place dans les processus et ainsi

**« passer d'un système sociétal qui détruit l'environnement et fabrique les inégalités à une société co-produite, fondée sur l'égalité, la participation citoyenne et la convivialité avec l'environnement, une société où les droits économiques, culturels, sociaux et politiques des plus vulnérables sont garantis ».**

La valeur ajoutée d'Enda TM est aussi liée au caractère holistique de son action en faveur du développement durable. Une action multiforme qui prend en charge l'essentiel des thématiques pertinentes dans la problématique « Environnement et Développement », en articulant les échelles du local au global, en alliant expérimentations sociales et plaidoyer international, innovations technologiques et gestion des savoirs traditionnels, le tout dans divers contextes géographiques, allant de l'Asie à l'Amérique latine, en passant par le Maghreb, l'Afrique subsaharienne et l'Océan indien. Et ceci, sans y perdre sa cohérence et sa consistance.

Le Réseau Enda et ses entités membres appuient systématiquement le développement de dynamiques communautaires en vue de renforcer leur résilience face aux effets du changement climatique, en privilégiant des solutions sobres en carbone sur le plan énergétique, en particulier dans les activités agricoles et de petites transformations, les aménagements des quartiers urbains, l'exhaure et la distribution d'eau en milieu rural,....

En même temps, avec ses partenaires et dans les coalitions nationales régionales et mondiales, notre Réseau travaille sur le terrain en vue d'accroître la mobilisation à travers un mouvement collectif et populaire pour élargir les bases d'une force de pression citoyenne. De surcroît, Enda combine les approches du local au niveau sous régional (CEDEAO, etc.), continental (UA, NEPAD) et international (à travers notre Statut Consultatif Général à l'ECOSOC des Nations-Unies) pour enrichir la pertinence des politiques.

Avec les entités du Réseau Enda, nous travaillons à l'échelle de territoires, secteurs ou pays afin que le plus grand nombre maîtrisent effectivement les enjeux de l'Agenda 2030 dans leur propre vie et dans leurs activités tout comme dans les politiques publiques (aux différentes échelles) ; ceci afin de favoriser une réelle contractualisation entre toutes les parties prenantes des changements visés. **Multiplier les initiatives d'appropriation critique, les partenariats et les innovations**, c'est ainsi que nous voyons notre contribution à la concrétisation de l'Agenda 2030. Avec l'initiative majeure du RASA (Rapport sur les Alternatives en Afrique), Enda va contribuer significativement à contrecarrer l'absence de prise de responsabilité sur son propre destin et la logique d'assistanat, qui sont incompatibles avec l'atteinte des ODD dans les pays du Sud.

Même si on peut reconnaître que « *ce n'est pas le chemin qui est difficile, mais le difficile qui est le chemin<sup>3</sup>* », nous savons bien que la construction citoyenne du Monde qui est en cours est une lame de fond qui débouchera sur « **le Monde que nous voulons** » et pour lequel Enda TM travaille sans relâche depuis maintenant 45 ans.

3 Sören Kierkegaard (1813-1855)

1 Cf. Mobilisation contre le sommet du pétrole offshore à Pau. [http://www.huffingtonpost.fr/florent-compain/cop21-compagnies-petrolieres-pau-mcedd\\_b\\_9590646.html](http://www.huffingtonpost.fr/florent-compain/cop21-compagnies-petrolieres-pau-mcedd_b_9590646.html)

2 « LE «PASSE-FUTUR» : COMMENT CONJUGUER CULTURE ET DEVELOPPEMENT ? » - J. BUGNICOURT - ENDA TIERS MONDE - Mars 1988

## AGENDA

- **Enda Tiers Monde** prépare les festivités du **45ème anniversaire** de sa création. Prévue vers octobre 2017, cette célébration sera marquée par l'organisation de la «Semaine ENDA». Les groupes de travail (Commission scientifique, Commission d'organisation, Commission communication) ont été mis en place et sont à pied d'œuvre.
- **Le Dialogue régional multi-acteurs** «Les Forces Motrices du Commerce Intra-régional en Afrique de l'Ouest» se tiendra les **25 et 26 Avril 2017 à Abidjan (Côte d'Ivoire)**. Il verra la participation d'Enda CACID.
- **ENDA Energie et le RAC-F** organisent du **22 au 26 mai 2017 à Abidjan (Côte d'Ivoire)** l'atelier annuel du réseau « Climat et développement » qui regroupera une cinquantaine de participants représentant la société civile d'Afrique du Nord, de l'Ouest, du Centre et de l'Océan indien sur le thème : « La société civile francophone se mobilise pour renforcer le rôle des acteurs non étatiques dans l'opérationnalisation de l'Accord de Paris ».
- **L'ONG Internationale Germanwatch et ENDA Energie** organisent les **27 et 28 mai 2017 à Abidjan (Côte d'Ivoire)**, à la suite de l'atelier annuel du réseau « Climat et développement », deux journées de travaux sur l'opérationnalisation du fonds vert climat (FVC) et la participation de la société civile en Afrique.
- **Session de formation sur le Budget Participatif du 27 Juin au 07 Juillet 2017.** Cette session de formation de facilitateurs et conseillers, organisée par Enda Ecopop, vise à doter les pays africains en capacités et compétences aptes à promouvoir, mettre en œuvre et évaluer les approches de budget participatif dans les collectivités territoriales.

## Secrétariat Exécutif

**A** : Complexe SICAP-Point E  
Avenue Cheikh Anta DIOP  
**BP** : 3370 - Dakar, Sénégal  
**Tél.** : (+221) 33 869 99 61  
**E** : [se@endatiersmonde.org](mailto:se@endatiersmonde.org)  
**W** : [www.endatiersmonde.org](http://www.endatiersmonde.org)

## COMMEMORATION DES 25 ANS D'ENDA ECOPOP - Un quart de siècle de travail au service des collectivités territoriales africaines durables célébré



Par Bachir Kanouté,  
Coord. Exécutif (Enda Ecopop)

Le 23 Décembre 2016, la famille Ecopop a marqué symboliquement ses 25 ans à travers l'organisation de plusieurs manifestations à Dakar. Une occasion pour l'organisation de présenter quelques temps forts de son histoire depuis sa création et de décorer des personnes qui ont travaillé et contribué à son rayonnement.



ment citoyen dans la gestion locale. Cet atelier entre dans le cadre de la mise

**E**nda Ecopop, membre du réseau Enda Tiers Monde, s'active depuis vingt-cinq ans, pour l'émergence de collectivités territoriales africaines durables et pour l'amélioration des conditions de vie des communautés de base. Ce travail a été rendu possible grâce à l'intervention de tous les membres de la grande famille Ecopop fondée en 1991 par feu Mohamed Soumaré. Ce dernier a d'ailleurs été décoré à titre posthume lors d'une cérémonie émouvante.

En marge de cette célébration, des supports didactiques pour la promotion de la participation citoyenne dans la gestion locale au Sénégal (Projet du Budget Participatif Sénégal) ont été distribués. En effet, Enda Ecopop, en collaboration et avec l'appui du Programme National du Développement Local (PNDL), Onu-Femmes, Osiwa et le Mouvement citoyen, a organisé un atelier de présentation et de diffusion des guides et manuels de formation sur divers aspects de la participation et de l'engage-

ment citoyen dans la gestion locale. Cet atelier entre dans le cadre de la mise en œuvre du projet du budget participatif (Projet BPS) qu'Enda Ecopop, met en œuvre depuis un an. En diffusant ces supports didactiques, l'intention est de doter les collectivités territoriales et divers protagonistes de la décentralisation, du développement local et des acteurs de la société civile, d'instruments, de méthodes et d'outils leur permettant d'avancer dans la co-production et la gestion des cités. Ces supports visent enfin le renforcement des institutions et du leadership local pour la mise en œuvre du projet de budget participatif et l'opérationnalisation des principes clés de la participation citoyenne et de libre administration.

### Adoption de la Charte de la participation citoyenne et du Droit à la Cité

A la veille de la célébration des 25 ans d'Enda Ecopop, les élus locaux et divers acteurs de la décentralisation et du développement territorial, se sont retrouvés le 22 Décembre 2016 pour procéder à la si-

gnature de la Charte de la participation citoyenne et du Droit à la cité. Selon Bachir Kanouté, coordonnateur d'Enda Ecopop, « ce document est une avancée importante parce qu'elle permet de concilier la démocratie représentative et la démocratie participative. Dans le cadre de la décentralisation, il s'agit de voir comment impliquer les citoyens à la gestion locale. L'Acte III de la décentralisation au Sénégal et le nouveau code des collectivités locales ont élevé la participation citoyenne au même titre que la libre administration des collectivités locales. La charte de la participation citoyenne et du droit à la cité est donc, un instrument qui fait la connexion entre libre administration et participation citoyenne ».

Venu présider la cérémonie d'ouverture au nom du ministre de la Gouvernance locale, du Développement et de l'Aménagement du territoire, le Directeur de cabinet du ministre s'est félicité de la signature de la Charte qui selon lui peut servir de base pour alimenter la formulation des textes. ■

## AMELIORATION CONTINUE DE SES SERVICES - Le CREMED travaille à une synergie d'actions avec les entités d'ENDA



Par Sata TALL SY,  
Coordinatrice du CREMED

Situé en face de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD) et à moins de 2 km de plusieurs dizaines d'établissements d'enseignement secondaire et supérieur, le Centre de Ressources multimédia pour l'Environnement et le Développement (CREMED) d'ENDA a reçu plus de dix mille usagers en 2016. Parmi eux, des enseignants, des étudiants, des élèves, des chercheurs, des professionnels de l'Administration et du Développement entre autres.

**L**e CREMED est ouvert au public quatre (04) jours par semaine à savoir du lundi au jeudi ; la journée du vendredi étant réservée au réaménagement, à la maintenance des locaux, à la réorganisation du classement et du rayonnage des documents, ainsi qu'à la mise en œuvre de visites de partage, d'échanges et de mutualisation des ressources au niveau des entités d'ENDA basées à Dakar.

Dans l'optique d'inscrire ces visites dans une dynamique d'innovations et d'amélioration continues de ses services, le CREMED a initié une rencontre, le lundi 23 janvier 2017,

dans les locaux d'ENDA Energie avec plusieurs membres de l'entité. Cette initiative a permis d'enregistrer plusieurs avancées significatives, notamment dans le transfert au CREMED de la totalité de leur fonds documentaire, soit plus de 7000 ouvrages, la numérisation de plusieurs milliers de documents et leur mise en ligne sous forme de bibliothèque virtuelle, et une utilisation accrue de la salle de conférence du CREMED pour les événements organisés par ENDA Energie.

Dans la perspective d'un renforcement structurel du Centre, notamment pour améliorer ses capacités d'investissement dans de nouveaux matériels didactiques, la constitution d'une grande base de données à l'échelle du Réseau, le renouvellement du parc informatique, l'acquisition d'outils de téléconférence

de dernière génération etc., le Directeur d'ENDA Energie a fait la proposition que désormais 1% du budget de chaque projet d'ENDA soit alloué au CREMED. Cette proposition de M. Sécou SARR qui serait, si elle était acceptée par l'ensemble des membres du Réseau, la plus heureuse initiative en faveur du CREMED depuis sa création, fait partie des idées qui seront débattues lors des prochaines visites aux entités.

C'est ainsi qu'en début mars, l'entité visitée a été ENDA Eau populaire dont le Directeur, M. Malal Touré, a déjà eu à prendre plusieurs mesures destinées à renforcer les capacités du CREMED.

A noter que le CREMED comprend différentes structures d'accueil, notamment une salle polyvalente destinée à la consultation de la base de données multimédia (SIGIE) et à l'organisation de conférences. A côté de celle-ci, le Centre dispose également d'une salle de lecture pouvant accueillir une cinquantaine d'usagers. Cette salle est dotée d'un fonds documentaire de plus 17 000 ouvrages. Par ailleurs, le CREMED dispose d'un hall pouvant servir à l'organisation de grands événements. ■

# L'Agenda 2030 - Quelles transformations ?

## Les ODD et le processus de suivi-évaluation du réseau ENDA

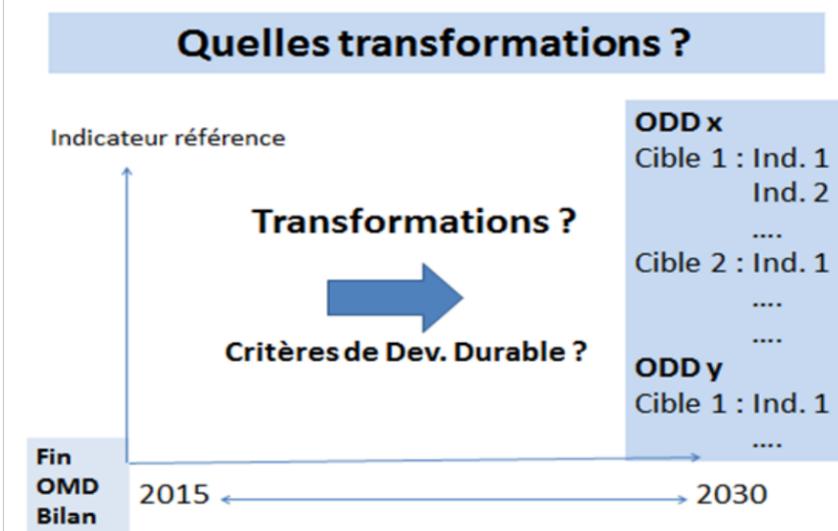


Par Jean Philippe THOMAS,  
Secrétaire Exécutif

**D'**emblée, il faut rappeler et garder à l'esprit que le titre de l'agenda 2030 se libelle « **Transformer notre monde :...** ». Cela signifie que les transformations sont au cœur du processus de l'agenda 2030 et méritent une attention et une analyse tout aussi prégnantes que les ODD eux-mêmes.

A. Actuellement la focalisation des discussions sur les ODD est liée au fait qu'ils nécessitent, pour leur mise en œuvre dans les pays, la mise en place d'un cadre opérationnel qui devrait largement bousculer l'ordonnancement des institutions existantes. En d'autres termes, la mise en place du cadre institutionnel de mise en œuvre des ODD participe, dans les pays, des transformations inhérentes à l'accomplissement de l'agenda 2030.

Comme on le saisit sur le schéma ci-dessous, une fois les ODD, leurs cibles et leurs indicateurs adjacents fixés pour 2030 (ODD x, cible, ind, etc.) la problématique se déplace vers l'analyse de **la nature des transformations** qui s'opèrent ou qui vont s'opérer d'ici 2030. Ce qui signifie qu'il faut substituer à une analyse statique, et généralement quantitative, des ODD, une **analyse éminemment dynamique et qualitative des transformations, c'est-à-dire s'assurer qu'au cours de ce processus transformationnel, les activités répondent aux critères de durabilité du développement.**



B. Par ailleurs, au même moment, le réseau ENDA s'engage, en partenariat avec son partenaire principal, à inscrire les activités des membres du réseau dans un processus de suivi et d'évaluation afin de cerner comment et à quel niveau les missions et les actions d'ENDA ont entraîné des transformations significatives dans la vie économique, sociale, environnementale et politique des populations avec lesquelles ENDA travaille depuis de nombreuses années.

La convergence de l'analyse des transformations à partir des deux processus est d'autant plus significative que les activités des membres du réseau couvrent globalement l'ensemble des 17 ODD de l'agenda 2030 comme résumé dans le synoptique « Overview of Environmental Development Action in the Third World POST-2015 FOCUS AREAS » publié par ENDA Tiers Monde en 2015. Nous proposons ici de présenter les deux approches et leurs complémentarités.

### 1. Les transformations : l'approche ODD de l'Agenda 2030 et la durabilité du développement

#### 1.1. L'approche ODD

Actuellement, le « monde que nous voulons » est quantifié à partir de 230 indicateurs affectés aux cibles des 17 ODD – Cf. Liste finale des indicateurs. Si la liste des indicateurs est arrêtée, en revanche les travaux d'élaboration de ces indicateurs sont toujours en cours dans le cadre des Nations Unies par l'Inter-Agency and Expert Group on Sustainable Development Goal Indicators (IAEG-SDG).



En effet, devant la complexité de définir rapidement la panoplie des indicateurs, l'IAEG-SDG a choisi de les classer en trois groupes suivant quatre critères : la définition du concept, la méthodologie d'élaboration, l'existence d'un standard et l'existence de données. Le tableau suivant classe les 230 indicateurs en trois tiers en fonction de ces critères.

#### Tier Classification for Global SDG Indicators, IAEG-SDG, 10 November 2016

	Nombre	concept	méthodologie	standards	données
Tiers 1	81	clair	existante	disponibles	Régulièrement produites par le pays
Tiers 2	57	clair	existante	disponibles	Non régulièrement produites par le pays
Tiers 3	88	Non clair	Non à développer	Non à développer	Non
Cas particuliers	4	indicateurs ayant multiple tiers : différentes composantes de l'indicateur sont classées dans plusieurs tiers.			

Il n'existe donc aujourd'hui que **81 indicateurs** qui soient directement utilisables par les pays et qui répondent aux exigences du concept clair, de l'existence d'une méthodologie d'élaboration, d'un standard déjà disponible et avec des données régulièrement produites. **57 autres** ODD seront proches de cet état, si le problème de collecte des données est résolu. Ce qui explique qu'aujourd'hui, de nombreux travaux soient entrepris dans les pays avec les Directions de la statistique. Cela signifie que le nombre d'indicateurs utilisables va augmenter au cours des années à venir et se situer rapidement autour de 140.

Pour mieux comprendre le document sur les indicateurs SDG et y faire des recherches pertinentes, un exemple des résultats est présenté suivant l'extrait d'écran suivant.

#### Exemple d'Indicateurs correspondant à Goal 1, cibles 1.1 à 1.4

Target	Indicator	Initial Proposed Tier (by Secretariat)	Possible Custodian Agency(ies)	Other Involved Agencies	Updated Tier Classification (by IAEG-SDG Members)	Explanation for Change in Tier (if applicable)
Goal 1. End poverty in all its forms everywhere						
1.1 By 2030, eradicate extreme poverty for all people everywhere, currently measured as people living on less than \$1.25 a day	1.1.1 Proportion of population below the international poverty line, by sex, age, employment status and geographical location (where available)	Tier I	World Bank	ILO	Tier I	
1.2 By 2030, reduce at least by half the proportion of men, women and children of all ages living in poverty in all its dimensions according to national definitions	1.2.1 Proportion of population living below the national poverty line, by sex and age	Tier I	National Gov.	UNEP, World Bank	Tier I	
	1.2.2 Proportion of men, women and children of all ages living in poverty in all its dimensions according to national definitions	Tier II	National Gov.	UNEP, World Bank, UNDP	Tier II	
1.3 Implement nationally appropriate social protection systems and services for all, including floors, and by 2030 achieve substantial coverage of the poor and the vulnerable	1.3.1 Proportion of population covered by social protection floors or services, by sex, disabling/disabled children, unemployed persons, older persons, persons with disabilities, pregnant women, survivors, work injury victims and the poor and the vulnerable	Tier I	ILO	World Bank	Tier II	Lack of sufficient data coverage
1.4 By 2030, ensure that all men and women, in particular the poor and the vulnerable, have equal rights to economic resources, as well as access to	1.4.1 Proportion of population living in households with access to basic services	Tier III		UNEP, ITC, UNDP, etc.	Tier III	

Les entités qui le souhaitent peuvent nous demander les tableaux d'indicateurs avec l'état actuel de leur situation (dernière version novembre 2016).

Pour la plupart des entités, les informations fournies par les ODD, leurs cibles et les indicateurs adjacents constituent des informations qui permettent de mieux baliser les activités qu'elles entreprennent et ainsi de situer leurs travaux dans un cadre partagé par le plus grand nombre et éviter d'omettre des paramètres essentiels à l'analyse et à la conduite des activités. ■■■■

**Travaux à faire par les entités**

- **Reprendre les ODD et les cibles concernés par l'entité**
- **Quels sont les indicateurs adjacents ?**
- **Comment ces indicateurs constituent des « balises » pour les activités de l'entité ?**
- **Comment ces informations permettent de reformuler, corriger ou recentrer les activités de l'entité**

**1.2. Des transformations qui doivent s'inscrire dans la durabilité des processus**

Le degré d'atteinte des indicateurs définis dans le cadre du processus de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 permettra de voir, au terme dudit processus, dans quelle mesure on a renforcé ou non la durabilité du développement. On ne peut attendre 2030 pour statuer, même si des évaluations intermédiaires sont prévues dans le processus par le HLFP, ce ne sera pas suffisant pour rectifier, si nécessaire, le processus en cours. Il faut donc, dès maintenant, s'interroger sur toutes les activités menées, et à venir, par les acteurs du développement afin de savoir si elles s'inscrivent dans la durabilité ou non. Les 15 années à venir seront déterminantes pour l'enracinement de la durabilité du développement.

Il ne s'agit pas ici de ré-ouvrir tous les débats sur les définitions du développement durable.

*Parmi les définitions, celle de François Perroux, parce qu'elle est ancienne, nous semble appropriée. Le développement est « la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître cumulativement et durablement son produit réel global »... « Le développement implique l'amélioration du bien-être de toute la population et se traduit par une hausse de revenu par tête, un accroissement de la ration alimentaire et un meilleur accès aux services de santé et de l'éducation ». Cf. L'Économie du XXe siècle, Presses universitaires de Grenoble, 1961, p. 814.*

En s'inspirant de la démarche retenue à Rio en 1992, on peut retenir, au-delà des définitions, les 4 piliers ou critères constitutifs de l'analyse de la durabilité du développement : à savoir ; l'économique, le social, l'environnemental et le politique/ institutionnel. On notera que ces 4 piliers correspondent aux 5 grandes catégories d'enjeux mis en exergue dans le processus de Suivi-Evaluation d'ENDA sur lequel nous reviendrons.

**Les critères de développement durable**

Initialement (Rio 92), le développement durable était basé sur 3 critères (économie, social et environnemental). Mais, à la pratique, il a semblé pertinent d'introduire un quatrième critère « institution/ politique », principalement pour faire apparaître les aspects de gouvernance et de cohérence, déterminants dans la mise en œuvre du développement durable. Cette extension a été confirmée dans l'accord de Rio+20 dont le principal apport par rapport à Rio 92 est principalement basé sur la gouvernance du développement durable.

**a) Référence à un cadre éthique**

Suivant les attendus des engagements de Rio+20 et de l'Agenda 2030, on considère que les critères du développement durable s'inscrivent dans des cadres éthiques qui se trouvent renforcés lorsqu'on articule les relations entre les piliers ; par exemple : (Ces combinaisons ne sont pas ici exhaustives)

- Éthique de production et consommation dans la liaison économie et environnement ;
- Éthique humaine dans la liaison entre le social et l'économique ;
- Éthique des écosystèmes dans la liaison environnement et gouvernance ; et
- Éthique démocratique à travers les modes de gouvernance pour le politico/institutionnel.

**b) Les conditions de la durabilité de l'activité**

Pour chacun des critères, on définit les conditions de la durabilité de l'activité en concordance avec les principes éthiques, par exemple :

Pour l'**économie** : l'efficacité et l'efficacités sont généralement retenues.

Pour le **social** : les principes d'égalité, d'équité, d'inclusion ou de résilience peuvent être choisis.

Pour l'**environnemental** : aux conditions de conservation ou de sobriété carbone peuvent s'ajouter la viabilité ou le caractère sain ou clean de l'activité.

Pour le **politique et l'institutionnel**, les conditions de participation

des populations ou des acteurs, de cohérence, de convergence, de consensus, sont généralement révélateurs des conditions de la gouvernance.

**c) Les indicateurs**

Pour chaque critère et/ou relation entre critères, on illustre la situation actuelle et son évolution à partir d'une batterie d'indicateurs quantitatifs ou qualitatifs appropriés aux activités que l'on veut suivre. Des exemples d'indicateurs sont donnés dans le tableau suivant (sans avoir là encore aucun caractère d'exhaustivité).

**Critères & Indicateurs Développement Durable**

Critères / Principes	Conditions de « durabilité »	Indicateurs (exemples)
<b>Économique</b> « éthique de production/ consommation »	Efficacité / Efficacités /	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Valeur ajoutée : Valeur produite &gt; valeur consommée</li> <li>• <b>VA répartition</b> : travail – entreprise - Etat</li> <li>• <b>Les 2 déconnexions</b> : Production/ressources &amp; production/environnement; qualité</li> <li>• Productivité des facteurs de production; qualification</li> </ul>
<b>Social</b> « éthique humaine »	Équité / Inclusion / Résilience	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Répartition de la VA (ou PIB), <b>IDH., Ind. Prospérité</b></li> <li>• Répartition revenus / population (Gini) : <b>Rôle de l'Etat</b></li> <li>• <b>Population pauvre bénéficiaire CMU</b></li> <li>• Réduction pauvreté (% femmes, enfants)</li> </ul>
<b>Environnemental</b> « éthique des écosystèmes »	Viabilité / Sobriété CO2 / Conservation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Emissions GES, stockage de carbone</b></li> <li>• Synergies désertification, biodiversité,...</li> <li>• Autres pollutions</li> </ul>
<b>Institutionnel / Gouvernance</b> « éthique démocratique à travers les modes de gouvernance »	Participation / Cohérence / Régulation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Degré de participation / self-governance</b></li> <li>• Gouvernance</li> <li>• Convergence des actions &amp; politiques</li> <li>• Degré de conformité des processus</li> </ul>

21 Pour les projets et activités spécifiques : ajout du critère technologique. / Ph.Thomas, ENDA

Dans tous les cas de figure, il est important de choisir et de retenir des indicateurs pour lesquels le **concept est clair, la méthodologie d'élaboration existe, des standards sont disponibles et des données existent ou peuvent être collectées** (cf. supra, le choix des indicateurs dans les ODD). Pour les indicateurs qualitatifs, on utilise généralement la méthode des « scoring ». Dans tous les cas, l'élaboration passe par une approche participative qui permet de choisir des indicateurs consensuels et compréhensibles par tous... (Dans le cadre du TAP Network ENDA contribue à « [Expanding the Data Ecosystem : The role of "Non-Official" Data for SDG Monitoring and Review](#) ». une papier de position est en préparation.).

Finalement, la définition d'un cadre de transformations durables passe principalement par l'analyse de l'argumentation, de la conformité et de la vérification des 4 critères retenus et de leurs relations pour définir le développement durable. Les modifications des relations entre les différents critères et la complémentarité entre les critères font partie intégrante de l'analyse de la durabilité et des transformations potentielles.

**Travaux à réaliser par les entités**

- **Les critères et les relations entre les critères utilisés**
- **Le choix des indicateurs en tenant compte des « balises ODD »**
- **La quantification des indicateurs qualitatifs et quantitatifs**
- **L'établissement d'un tableau récapitulatif (double entrée)**
- **La caractérisation de la durabilité de l'activité et les transformations à apporter dans les activités**

**2. Les transformations dans le processus de suivi-évaluation du réseau ENDA**

L'approche d'ENDA élaborée et retenue lors de l'atelier d'ENDA de décembre 2016 en relation avec les **cinq axes de référence et les neuf projets transversaux** de la plateforme stratégique commune (PSC) s'appuie sur les transformations désirées par l'ensemble des entités d'ENDA qui ont été saisies en une formule (Cf. *Première esquisse des indicateurs de changement pour le réseau ENDA* ».-Note d'appui au processus d'élaboration du SES – ENDA, décembre 2016.): « **Passer d'un système sociétal qui détruit l'environnement et fabrique les inégalités à une société co-produite, fondée sur l'égalité, la participation citoyenne et la convivialité avec l'environnement, une société où les droits économiques, culturels, sociaux et politiques des plus vulnérables sont garantis** ». Cette formulation pourra être améliorée.

Dans cette approche d'ENDA, **le terme d'enjeu qualifie une transformation souhaitée qui se réalise ou non. C'est une valeur morale ou matérielle qui importe pour les parties prenantes et détermine leur engagement ou non.** Les enjeux pour ENDA ont été scindés en cinq (05) dimensions particulières : politique, sociale et culturelle, économique, institutionnelle, environnementale. Ces différentes dimensions ont été illustrées par des critères et des principes. (Cf. Tableau 1 : **Tier Classification for Global SDG Indicators**) ■■■

**Suite Page 5** On a donc jusqu'à ce stade d'évidentes convergences et complémentarités entre l'approche d'un développement durable transformationnel (agenda 2030) et celle développée par ENDA.

**En revanche**, l'approche ENDA introduit une composante fondamentale des transformations qui n'est pas patente dans l'agenda 2030 et les ODD. En effet, pour clarifier les enjeux d'une démarche orientée sur le changement dans les sociétés, le processus développé par ENDA établit deux distinctions fondamentales dans les transformations (cf. note 2) :

- Le **changement de premier ordre** (i.e. « la même chose autrement ») qui manifeste la continuité mais sous des formes ou dans des modalités différentes et qui produisent l'illusion que « ça change ». C'est un changement ou des transformations dans les **situations vécues** ou dans les formes.
- Le **changement de second ordre** (i.e. « tout autre chose ») qui signale une véritable rupture (il y a réellement un « avant » et un « après »). C'est un **changement dans le fonctionnement de la société** à l'origine des problèmes, c'est-à-dire un changement dans la manière dont la société fonctionne pour « fabriquer » les situations et les problèmes dont elle souffre. Donc des changements ou des transformations **dans les mécanismes** qui produisent les situations.

L'expérience d'ENDA dans son approche des alternatives de développement conduit à placer le positionnement du réseau dans la re-

cherche et la mise en œuvre des transformations de second ordre, à savoir des modifications des mécanismes qui régissent actuellement le fonctionnement de nos sociétés (Cf. Mise en place d'un dispositif de suivi-évaluation stratégique »- Approfondir et concrétiser la démarche de Suivi-Evaluation Stratégique (S.E.S.) dans une phase exploratoire et démonstrative. SE ENDA, février 2016)

L'atelier ENDA s'est fixé collectivement sur **cinq modes de transformations qui touchent au fonctionnement même des sociétés et institutions (soit des « changements de second ordre ») :**

**Transformation 1 : Réinventer la gouvernance des territoires, le vivre ensemble et la participation**

**Transformation 2 : Consacrer de nouveaux modèles de production et de consommation**

**Transformation 3 : Lever les entraves à la création de coalitions ou d'alliances fortes et durablement dynamiques**

**Transformation 4 : Lever les entraves à l'engagement citoyen et à la volonté/responsabilité citoyenne**

**Transformation 5 : Faire barrage à la marchandisation généralisée et déloger la centralité de l'argent dans les rapports humains et le fonctionnement des sociétés**

On retrouve bien sûr à ce stade des transformations qui se croisent avec un certain

nombre d'ODD qui vont servir à affiner le processus engagé à ENDA.

Par ailleurs, l'opérationnalisation qui sera organisée au sein du réseau ENDA permettra de stabiliser des indicateurs susceptibles d'encadrer les transformations **qu'engendrent** les activités du réseau ENDA.

Merci de nous transmettre les informations que vous possédez sur votre propre pays. ENDA participe en anglais, en français et en espagnol à :

- *Together 2030 perception survey on civil society and stakeholder engagement in the voluntary national reviews of the 2030 Agenda implementation.*
- *Enquête de perception de Together 2030 sur l'engagement de la société civile et des parties prenantes sur les examens volontaires nationaux de la mise en œuvre de l'Agenda 2030.*
- *Participe de la edición de 2017 de la encuesta de percepción creada por Together 2030 sobre la participación de la sociedad civil y otros actores interesados en las revisiones nacionales voluntarias sobre la implementación de la Agenda 2030*

N'hésitez pas à nous transmettre vos propositions et vos questions.

**Dans la prochaine Newsletter n°5 : Le point sur l'état de la mise en œuvre de l'agenda 2030 et des ODD dans les pays. ■**

## CRISE POST-ELECTORALE EN GAMBIE - Le réseau Enda Tiers Monde mobilise ses équipes aux côtés des populations déplacées



**Par Moussa TALL,**  
**Chargé de communication Enda TM**

**A**près avoir répertorié les équipes travaillant dans la zone, notamment Enda Jeunesse Action, Enda Energie, Enda Cacid, Enda Diapol, Enda Santé, Enda Pronat, Enda Ecopole, Enda Ecopop et Enda Eau Populaire, le secrétariat exécutif a mobilisé l'ensemble du réseau pour apporter son soutien aux populations déplacées. Les actions d'Enda ont spécifiquement porté sur l'hébergement, la distribution de vivres, de denrées de premières nécessités, de couvertures, de nattes, de draps, et la fourniture de la logistique (bâches, tentes, sonorisation etc.).

Réagissant à la mobilisation des différentes équipes, le Secrétaire exécutif, M. Moussa Mbaye, a déclaré que «certes, Enda Tiers Monde n'est pas une organisation humanitaire traditionnelle. Mais face à la situation

**Face à l'afflux de milliers de femmes, d'enfants, de vieillards et des personnes vulnérables, fuyant et /ou craignant des exactions du régime du président sortant, Yaya Jammeh, suite à la crise post électorale, le réseau Enda Tiers Monde, très présent dans la sous-région à travers ses équipes, s'est mobilisé pour porter assistance aux populations déplacées.**

que vivaient les populations gambiennes, il a été de notre devoir de mobiliser l'ensemble du réseau pour venir en aide aux personnes déplacées. C'est l'occasion pour moi de saluer la mobilisation de l'ensemble des entités qui ont appuyé les équipes opérationnelles de différentes manières».

Par ailleurs, M. Mbaye n'a pas manqué de saluer l'élan de solidarité des populations sénégalaises dans l'accueil des déplacés.

Ceci, à travers un communiqué diffusé par le Réseau sur son site Internet et sa page Facebook.

Ce communiqué a été repris par les plus grands organes de presse continentaux, internationaux dont l'AFP, Jeune Afrique, les organisations internationales, notamment le HCR, les organisations continentales comme l'Union africaine à travers son bulletin. Dans le communiqué, signé de son Secrétaire exécutif, le Réseau Enda TM a rendu hommage aux familles sénégalaises qui ont accueilli les déplacés de Gambie et s'est félicité de la mobilisation spontanée et fraternelle de ces dernières. Par ailleurs, Enda Tiers Monde a exprimé sa satisfaction à l'endroit de toutes les bonnes volontés (individus, organisations, institutions), ainsi qu'à



l'Etat du Sénégal qui se sont engagés en soutien aux déplacés». Pour Enda Tiers Monde, ces réactions démontrent clairement le fort sentiment de lien et de destin commun qui unit les habitants du Sénégal, de la Gambie et de l'Afrique de l'Ouest. Après avoir invité les nouvelles autorités gambiennes à porter une attention particulière aux personnes déplacées, le réseau Enda Tiers Monde a félicité la CEDEAO, la Guinée, la Mauritanie, le Sénégal, ainsi que tous les médiateurs et soutiens pour avoir privilégié la voie du dialogue dans la recherche de solutions.

Bien que douloureuse pour les populations, la crise post-électorale en Gambie a été l'occasion de montrer, une fois de plus, que la solidarité entre les peuples est à magnifier et à encourager, dans un monde où l'extrémisme, le nationalisme de mauvais aloi et le repli identitaire gagnent de plus en plus de terrain. C'est cette solidarité qui a permis de limiter au strict minimum le nombre de victimes de cette crise.



### Enda Cacid assiste les personnes déplacées et lance un appel pour leur bon accueil.

Au plus fort de la crise post-électorale gambienne, le Centre Africain pour le Commerce, l'Intégration et le Développement (Enda CACID) a apporté son soutien aux populations déplacées et a appelé à une solidarité et à un bon accueil des personnes venues chercher refuge au Sénégal.

C'est au travers de son initiative intitulée « La Maison des Citoyens de la CEDEAO », mise sur pied depuis 2015, qu'Enda Cacid a mené des actions en faveur des populations déplacées de la Gambie, en appuyant les efforts de la CEDEAO et des Etats pour faire face à l'afflux de réfugiés Gambiens qui ont traversé la frontière Sénégalaise et dont certains vivaient dans des conditions pénibles. C'est pourquoi, la MCC a lancé un appel aux gouvernements pour appuyer les collectivités locales dans les espaces et territoires transfrontaliers entre le Sénégal et la Guinée Bissau. La MCC appuyait déjà les autorités administratives locales à Ziguinchor dans le recensement des réfugiés et fournissait des moyens de communications, notamment des crédits de téléphone, aux chefs de quartiers et aux élus locaux pour la coordination de leurs actions.

Par ailleurs, le MCC a logé provisoirement trois familles de réfugiés dans ses locaux à Ziguinchor. Elle a en outre participé au Comité de coordination de la gestion de crise avec les autorités administratives locales, notamment le Gouverneur et le Préfet de Ziguinchor entre autres.

Par ailleurs, la MCC d'Enda Cacid a distribué des repas à une vingtaine de réfugiés gambiens et a mis à disposition toute une logistique, en l'occurrence de la sonorisation pour la sensibilisation, ainsi que des tentes et des bâches destinées à l'accueil des déplacés.

A noter que la «Maison des Citoyens de la CEDEAO» (MCC) est un projet installé à Ziguinchor, œuvrant pour la facilitation du commerce régional, la formation et le renforcement des acteurs sur les instruments du commerce, la diffusion des textes et protocoles de la CEDEAO, la médiation et l'accompagnement des acteurs dans leurs relations avec les agents de contrôle aux frontières, et le renforcement de la citoyenneté communautaire et la visibilité de la CEDEAO.

### Enda Jeunesse Action facilite le retour de 13 familles gambiennes dans leur pays d'origine



Dans le cadre de la mobilisation du réseau Enda Tiers Monde en faveur de l'assistance aux populations déplacées de la Gambie au Sénégal suite à la crise post-électorale, Enda Jeunesse Action (EJA) a facilité le retour dans leur pays d'origine de 13 familles gambiennes. Ces dernières ont pu regagner leur pays grâce aux efforts conjugués d'EJA et de partenaires», a expliqué Dominique Ndecky, chargé de l'identification et de l'écoute des enfants de l'ONG sénégalaise au micro de l'APS, le 02 février 2017.

«Ces familles gambiennes rapatriées sont composées de 20 femmes, 13 hommes, 62 filles et 35 garçons. Elles ont toutes quitté Kaolack pour rejoindre la Gambie. En plus de ces familles jugées vulnérables, Enda jeunesse action (EJA) a recensé 49 autres familles gambiennes déplacées dans cette région où elles sont installées pour la plupart dans des familles d'accueil réparties entre Kaolack commune, Kahone ou Sibassor, des zones d'intervention de l'ONG », a indiqué M. Ndecky. Il a par ailleurs précisé que 22 enfants non accompagnés avaient été également accueillis et pris en charge par Enda jeunesse action durant quelques jours au niveau du foyer de Diamaguène et que ces derniers ont pu regagner leur pays et retrouver leurs véritables parents après des recherches. « 13 autres enfants égarés ont également retrouvé leurs parents dont ils étaient séparés lors des déplacements vers le Sénégal grâce aux recherches menées par EJA à Kaolack », a renseigné M. Ndecky.

A noter que plusieurs milliers de personnes avaient quitté la Gambie pour le Sénégal, au plus fort de la crise dans ce pays, trouvant refuge dans des régions sénégalaises frontalières de la Gambie, Kaolack et la Casamance principalement.

### Enda Eau-Populaire et les autorités locales de Simbandi Brassou au chevet des déplacés/refugiés

Dans le cadre de la prise en charge des déplacés et réfugiés de la Gambie, l'équipe d'Enda Eau-Populaire, à travers son bureau local de Tanaff, a été coopté par le sous-préfet de l'arrondissement de Simbandi Brassou pour assurer le secrétariat du Comité de crise.

Les actions d'Enda Eau-Populaire ont consisté au recensement des familles d'accueil et du nombre de déplacés/refugiés. En outre, l'entité membre du réseau Enda s'est chargée de coordonner et de superviser la distribution des vivres et de matériels destinés aux familles d'accueil. Ce sont au total 430 déplacés/refugiés qui ont été identifiés dans l'arrondissement de Simbandi Brassou. L'appui destiné à ces derniers a été la distribution de riz, de savons, de nattes, de couvertures et de draps de lit. Cette distribution a été faite dans les bureaux d'Enda Eau-Populaire de Tanaff, en collaboration avec le chef du centre d'appui au développement local.

A noter que cette confiance portée par les autorités de l'arrondissement de Simbandi Brassou à l'endroit d'Enda Eau-Populaire, démontre une fois de plus, le rôle important et l'impact que les équipes du réseau Enda Tiers Monde, où qu'elles soient dans le monde, ont aux travers les différentes actions menées en faveur des populations les plus défavorisées dans l'amélioration de leur quotidien.

## ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE (2016) D'ENDA TIERS MONDE - **Le Secrétaire Exécutif salue la collaboration accrue entre les membres et le positionnement stratégique du réseau à l'international**



Par **Moussa TALL**,  
Chargé de communication Enda TM

L'Assemblée Générale Ordinaire (2016) du Réseau International Enda Tiers Monde s'est tenue les 16 et 17 décembre 2016 à Dakar. Au cours des deux jours de travaux, les participants, parmi lesquels la présidente du Conseil d'administration, Mme Mariam Sow, et le Secrétaire exécutif, M. Moussa Mbaye, ont tour à tour salué le déploiement des membres à l'échelle internationale, et le développement de projets collaboratifs et transfrontaliers.



**A**près avoir rappelé les éléments de situation de référence (2012-2013), M. Moussa Mbaye, lors de la présentation du rapport d'activité, a fait un panorama de la vie du réseau. Le secrétaire exécutif dira qu'Enda Tiers Monde a continué à se déployer sur le régional et à l'international en étant très actif sur des processus et réunions d'instances importantes dans la définition, la mise en œuvre et l'élaboration des politiques. Outre ce déploiement, M. Mbaye a fait remarquer que de plus en plus, les entités du Réseau développent des projets transfrontaliers ou multi-pays.

Citant quelques exemples, il a évoqué Enda Dominicana qui a développé un projet transfrontalier entre la République Dominicaine et Haïti pour impulser les « Changements dans l'utilisation des terres arables et l'amélioration de la qualité de vie dans les communautés transfrontalières ». Enda Santé poursuit la mise en œuvre du projet Frontières et Vulnérabilités (FEVE) dans neuf pays de la sous-région, avec la phase 3 qui a démarré en début 2016.

Enda Diapol poursuit les activités du Programme d'Initiatives transfrontalières, sous l'égide de la CEDEAO, avec la phase 2 du projet « Renforcement des capacités locales dans le domaine de la prévention de conflits et de la construction de la paix dans les zones frontalières de la Ségambie méridionale ». Enda Eau Populaire a développé un projet transfrontalier entre le Sénégal et la Guinée Bissau pour l'adaptation aux changements climatiques axée aux effets de la variabilité de la pluviométrie sur la santé et la sécurité alimentaire des populations en zone rurale. Enda Cacid a mis en place la Maison du Citoyen de la CEDEAO dans la perspective d'un renforcement des liens entre le Sénégal, la Gambie, la Guinée Bissau et la Guinée. Enda Energie a développé le programme régional chaîne de valeur lait et énergie solaire (Progreslait) au Sénégal et en Mauritanie. La liste n'est pas exhaustive.

Outre le déploiement des membres à l'échelle internationale et le développement de projets transfrontaliers, M. Mbaye a noté, contrairement à l'année dernière, une augmentation significative des liens directs et des collaborations spontanées entre organisations membres. Ainsi, les échanges de nature stratégique et politique sont devenus beaucoup plus fréquents entre les organisations membres du réseau. Ce qui s'est matérialisé par un nombre de plus en plus important d'initiatives de montage commun de dossiers entre entités et entre celles-ci et le secrétariat exécutif.

Toutes ces actions du réseau Enda Tiers Monde au niveau local comme à l'international ont valu à ses membres des distinctions, des reconnaissances et des mentions. Mme Fatou Ndoye de Enda Graf a reçu le Prix « Solutions Genre et Climat » décerné par Women and Gender Constituency (WECF), en compagnie de Mme Fatou Sarr, présidente du groupement FELOGIE de Niodor. Un vibrant hommage a été rendu à feu Jacques Bugnicourt, fondateur du Réseau International Enda Tiers Monde, dans le cadre des célébrations organisées à la date anniversaire de son décès (16 avril 2002) par le secrétariat exécutif et Enda Pronat. Mme Essma Ben Hamida a reçu le Prix de la femme tunisienne d'influence (2016) pour son action à la tête d'Enda Inter-Arabe. Un hommage a été rendu à M. Bachir Kanouté, Coordina-

teur Exécutif d'Enda Ecopop, par le projet LOCOMOTIVE, avec un article en ligne très largement diffusé et commenté, décrivant sa trajectoire en tant qu'entrepreneur du changement.

Autre victoire importante, le recouvrement du statut consultatif d'Enda Tiers Monde au Conseil Economique et Social (ECO-SOC) des Nations Unies après une suspension en 2012, ainsi que l'élaboration et la soumission de son Rapport quadriennal à l'ECOSOC qui était due au 30 juin 2016. Ainsi, après avoir travaillé à la réactivation de son statut consultatif auprès de cette institution des Nations Unies, le secrétariat exécutif d'Enda s'est attelé à faire face au défi d'une participation de qualité aux processus initiés par les Nations-Unies et la valorisation de ses initiatives dans le même cadre. Dans ce sens, le secrétariat exécutif a assuré une veille permanente sur l'agenda des NU concernant les ONG / la Société Civile et les thématiques du Réseau Enda et a envoyé régulièrement des informations aux membres du Réseau à ce propos. Par ailleurs, la représentation d'Enda aux réunions des NU à New York par de jeunes volontaires sélectionnés avec l'aide de son représentant permanent au Q.G. des NU à New York, ainsi que la facilitation de l'obtention de ground pass pour l'accès de responsables d'Enda au QG de l'ONU, se sont ajoutés aux efforts pour assurer un positionnement stratégique d'Enda au niveau des Nations-Unies et des USA.



### État des lieux des principaux chantiers et dossiers

Procédant à l'état des lieux des principaux chantiers et dossiers, le Secrétariat exécutif d'Enda a évoqué l'initiative du RASA (Rapport Alternative sur l'Afrique) dont l'atelier international méthodologique s'est tenu en novembre 2016 à Dakar. L'objectif était de discuter sur les modalités de production d'un rapport alternatif sur l'Afrique. Ainsi, trois jours durant, d'éminents professeurs, économistes, sociologues, statisticiens, informaticiens, etc. parmi lesquels Samir Amin (FTM), John Igué (Benin), Abdou Salam Fall (Laboratoire LARTES/IFAN), Alioune Sall (Institut Futurs Africains de Johannesburg), Cherif Salif Sy (FTM) entre autres, ont réfléchi et échangé sur les voies et moyens permettant à des Africains d'élaborer un rapport qui sorte des modèles standardisés et qui s'adressera à tous ceux qui veulent transformer effectivement l'Afrique.

Par ailleurs, le Secrétaire exécutif a parlé de la participation d'Enda aux réseaux et autres coalitions, et de la contribution de l'Institution aux processus globaux de mise en œuvre de l'agenda 2030 et des ODD. En outre, il dira qu'Enda a assuré le suivi de plusieurs processus globaux dans le cadre de réseaux et coalitions tels que : SDSN network - UN SDSN Sahel (« Sustainable development solutions network »); Réseau international TAP « Transparency, Accountability, Participation » ; « Together 2030 », Action for SD (Action for Sustainable Development) ; NGO Major Groups Participants UNDESA ; Réseau « Climat et Développement » et préparation de la CoP22.

Par ailleurs, au plan interne, en lien avec le Plan de renforcement des capacités pour une meilleure prise en charge de l'agenda 2030 dans le réseau, le Secrétariat exécutif a développé des outils pédagogiques à destination des entités et de leurs partenaires. Ainsi, après une participation très active du réseau ENDA dans l'élaboration de l'agenda 2030, des ODD et dans l'attente des versions définitives des indicateurs, Enda a voulu entamer, de concert

avec les entités du réseau, un ensemble d'actions partagées pour mieux comprendre et mettre en œuvre l'agenda pour un développement plus durable. Ceci, à travers la circulation de l'information et les Questions/Réponses à partir de modules mis à disposition par le canal de la Newsletter, le courrier électronique et la plateforme collaborative. Ainsi, le Module 1 a porté sur : « L'agenda 2030 pour le Développement Durable : enjeux et réalités de sa mise en œuvre au sein du réseau Enda » (Plan) – Newsletter n°1. Le Module 2 a traité de : « Comment opérationnaliser l'Agenda 2030 ? » – Newsletter n° 2. Le Module 3 a été consacré à : « Pourquoi fixer des objectifs de développement durable ? » – Newsletter n°3. Quant au Module 4, il parlera de : « Quelles transformations ? » Newsletter n°4 (à venir).

D'autres initiatives menées par le réseau ont été présentées lors de cette Assemblée générale ordinaire. Il s'agit de la production de papiers de position, de déclarations, de notes d'information et de contributions. Il y a aussi la redynamisation du suivi-évaluation stratégique des actions et « impacts » d'Enda Tiers Monde qui est en cours d'élaboration. Cette dernière initiative a été rendue possible grâce au soutien du MAEE du Luxembourg. A noter également, la construction de positions communes, notamment sur les Accords de Partenariat Economique (APE).

Sur le plan du développement institutionnel, M. Mbaye a procédé au rappel de la situation de départ avant d'aborder les acquis de ces 12 derniers mois avec notamment comme point fort, la signature le 04 février 2015 du Décret sur le nouveau cadre qui régit les ONG, et la signature du nouvel accord de Siège entre Enda Tm et le Gouvernement du Sénégal, le 16 octobre 2016. En termes de perspective, le secrétaire exécutif d'Enda a évoqué le dépôt du nouveau programme d'investissement (Pi).

S'agissant de la gestion des finances, M. Mbaye a indiqué que le Secrétariat Exécutif s'est évertué à assurer une gestion adéquate des fonds institutionnels conformé-

ment aux indications données par l'AG 2013, notamment en procédant systématiquement aux économies nécessaires, en élaborant et actualisant chaque trimestre un plan de trésorerie... Les contraintes budgétaires persistant, les charges ont été réduites au minimum incompressible.

Pour ce qui est du fundraising, il a évoqué entre autres la consolidation des liens et du dialogue avec les partenaires institutionnels, pour consolider et diversifier les ressources financières ; la contribution à l'élaboration de Programmes transversaux ; la diversification des fonds appuyant les activités stratégiques ; la diffusion auprès des entités des opportunités de financement, généralement par appel à proposition ; l'actualisation de la base de données « bailleurs » et la veille ; et la valorisation du patrimoine.

Le Secrétaire exécutif a terminé sa présentation abordant les questions relatives à la communication, à la documentation, à la diffusion et aux archives. Il a ainsi évoqué le développement d'une politique de communication ainsi que l'amélioration de la Communication via le site web et les réseaux sociaux, l'élaboration du rapport d'activités 2015, l'élaboration d'une Newsletter trimestrielle d'Enda Tiers Monde, le développement du Centre de ressources multimédia sur l'environnement et le développement (CREMED), ainsi que la redynamisation de l'édition et de la diffusion des publications et productions du réseau.

Pour finir, M. Mbaye a abordé le projet de mise en œuvre d'Enda Ecole. Il a annoncé la signature d'une convention avec l'Institut universitaire pour l'entreprise et le développement et la FLEPES ; ce qui permet à Enda de participer aux activités de formation et d'être membre du conseil d'administration de l'IUED. Il a aussi évoqué le partenariat en négociation avec le LASPAD de l'UGB pour former des professionnels sortant de Sciences Po et prêts à travailler dans des ONG. Sans oublier l'accueil de stagiaires au siège et/ou partagés avec des entités. ■

#### Liste des membres du CA du Réseau International Enda TM

1. Mariam SOW  
Enda Pronat (Présidente)
2. Moussa MBAYE  
Secrétaire Exécutif (ex officio)
3. Maria Victoria BOJACA  
Enda Colombie
4. Ramon Alberto DIAZ  
Enda Dominicana
5. Claire de Rasilly  
Enda Europe
6. Dr. Ngo Huy Liem  
Enda Vietnam
7. Cheikh Tidiane DIEYE  
Enda CACID
8. Daouda DIOUF  
Enda Santé
9. Essma BEN HAMIDA  
Enda Inter-Arabe

## SUIVI-EVALUATION STRATEGIQUE : Enda Tiers Monde met en place un dispositif ambitieux

Le Réseau international Enda Tiers Monde a organisé, les 14, 15 et 16 décembre 2016 à Dakar, un atelier méthodologique et de planification sur le suivi-évaluation stratégique. Cette rencontre, financée par la coopération luxembourgeoise, a vu la participation de toutes les entités membres du réseau.



Par Woly FAYE  
Stagiaire au Secrétariat Exécutif ENDA TM

« **S**ortir des sentiers battus » du cadre logique et de la gestion du cycle de projet à travers la mise en place d'un mécanisme neutre sur les missions, les stratégies, et l'analyse du changement dans les champs d'activités du réseau, est ce à quoi veut arriver Enda Tiers Monde. Pour ce faire, l'organisation est en train de mettre en place un nouveau système de suivi-évaluation stratégique. Le premier jalon de cette initiative a été posé à travers l'organisation d'un atelier méthodologique.

Bien qu'existant depuis plusieurs années, le système de suivi-évaluation ne permettait pas à Enda, en tant que réseau et acteur majeur des sociétés civiles du Sud, de capitaliser les changements sociaux et les transformations des sociétés où il intervient.

Si le suivi-évaluation est si important, c'est qu'il permet de vérifier de manière fiable l'avancement et les retombées de nos projets pour ensuite tirer des leçons des méthodes employées. C'est aussi l'occasion de partager les bonnes pratiques, et enfin permettre aux acteurs et bénéficiaires de connaître les impacts apportés par les projets dans leurs milieux. Le principal objectif de l'implémentation d'une telle initiative est de s'assurer que les transformations souhaitées apparaissent dans nos sociétés. Conformément aux recommandations du rapport de la dernière mission d'évaluation en date (2015) de la Convention avec la Coopération du Luxembourg, Enda a décidé de relancer le processus, et suscité une forte adhésion à la démarche de suivi-évaluation stratégique, ainsi qu'une appropriation du dispositif par toutes les entités membres de l'organisation. Pour ce faire, le Secrétariat exécutif d'Enda propose d'organiser la démarche autour de quatre objectifs.

Le premier consistera, non seulement, à faire le diagnostic des dispositifs de suivi-évaluation existant au niveau des entités, mais aussi à mettre à jour et à ajuster le système de suivi-évaluation défini entre 2010 et 2012.

Le second objectif sera de favoriser l'appropriation par les entités d'un système de suivi-évaluation stratégique à l'échelle du réseau Enda TM.

Au niveau du troisième objectif, il s'agira de définir les rôles et responsabilités des parties prenantes (SE et entités) autour du plan de mise en œuvre du système d'évaluation stratégique global, y compris le renforcement des dispositifs propres aux entités.

Le quatrième et dernier objectif permettra de construire un référentiel permettant à Enda d'être proactif face à une problématique nouvelle ou une situation de crise, et de pouvoir produire une analyse pertinente, porter un plaidoyer, et faire du lobbying entre autres.

### Une démarche inclusive adossée à la Plateforme Stratégique Commune (PSC)

Rappelons que les 5 axes de la Plateforme Stratégique Commune (PSC) sont les thématiques qu'Enda tend à prioriser, tant ces secteurs sont cruciaux pour la construction de sociétés durables et un développement pérenne. Ces axes sont :

1. Souveraineté économique et solidarités où Enda fait en sorte que les acteurs soient reconnus légitimes dans l'élaboration et la gestion politique ;
2. Justice environnementale, justice sociale, et justice de genre afin que les acteurs comprennent et maîtrisent les enjeux qui conditionnent leurs droits ;
3. Culture et autonomie pour que les modes de production (y compris ceux des acteurs) soient reconnus et s'enrichissent réciproquement ;
4. Gouvernance et démocratie afin que les groupes et mouvements sociaux porteurs d'alternatives et d'innovations renforcent leurs synergies et développent des alliances ;
5. Territoires et métropolisation où Enda a développé ses capacités à identifier, accompagner et crédibiliser les innovations.

C'est à partir des axes de la PSC que s'effectuera la lecture des composantes (indicateurs, objectifs, impacts) du système de suivi-évaluation stratégique. D'ailleurs, plusieurs stratégies et activités ont été choisies pour la concrétisation de ce dernier.

Avant de procéder à la mise à jour et à l'ajustement du système de suivi-évaluation stratégique défini entre 2010 et 2012, il s'agira de définir de manière concrète comment les entités organisent le suivi évaluation de leurs actions. Ensuite, il faudra établir de façon participative un plan de mise en œuvre du système de suivi-évaluation stratégique, puis un accompagnement et un renforcement de capacités des entités et du Secrétariat Exécutif pour la mise en œuvre adéquate du système.

Enfin, l'élaboration et la diffusion de rapports triennaux de suivi-évaluation stratégique du Réseau Enda TM, faisant le point sur les contributions du réseau aux transformations visées à travers la PSC, aux différentes échelles, sera la dernière stratégie de ce système de suivi évaluation.

### Les principales conclusions de l'atelier.

De l'atelier sont ressortis quelques points importants à prendre en compte dans l'établissement du système de suivi-évaluation stratégique.

- De bons suivis et de bonnes évaluations commencent dès l'établissement du cadre logique du projet. Les indicateurs attachés aux activités, aux résultats et aux objectifs (spécifiques et globaux) se doivent d'être pertinents et rattachés aux axes de la PSC. Une bonne sélection d'indicateurs est sine qua none à une fidèle analyse suivi-évaluation.
- Penser à faire usage d'indicateurs tant quantitatifs que qualitatifs.
- Établir une périodicité adéquate : le suivi et l'évaluation ne devrait pas uniquement se faire en fin de projet. C'est un processus continu du début, au milieu, à la fin du projet, mais aussi à toute étape importante du projet.
- Faire attention aux biais tels que les minorités ignorées, les contrôles insuffisants, la mauvaise mesure de données, des données non ventilées pouvant mener à des conclusions erronées.
- Penser au mécanisme de remontée (voire même circulation) de l'information afin de les partager à toutes les parties prenantes du projet.

Plusieurs résultats sont recherchés à la fin du processus à savoir :

- Le dispositif de suivi-évaluation stratégique est finalisé suivant plusieurs scénarios possibles. Un choix sera alors opéré en relation avec les entités.
- Les entités d'Enda TM ont toutes une bonne compréhension des enjeux du suivi-évaluation stratégique et des différents mécanismes qui sous-tendent le dispositif.
- Toutes les composantes d'Enda TM se sont appropriées le dispositif de suivi-évaluation stratégique et respectent la distribution des rôles et des responsabilités.
- Les informations permettant d'apprécier la pertinence et l'efficacité des actions conduites par chaque entité et le Réseau Enda TM sont disponibles.

- L'articulation des dispositifs d'évaluation opérationnelle des différents projets mis en œuvre par les entités est effective, en interrelation avec le dispositif global.
- Un référentiel d'informations pertinentes, permettant à Enda TM d'être proactif face une problématique nouvelle ou une situation de crise, est disponible.
- La production d'une analyse pertinente du résultat des interventions est effective et

continue, permettant à Enda TM de porter efficacement un plaidoyer et faire du lobbying.

Les cibles de cette initiative sont tous ceux qui, dans les instances statutaires comme dans les structures opérationnelles, sont appelés à éclairer/faciliter et/ou opérationnaliser le dispositif de suivi-évaluation stratégique. Il s'agit des membres de l'Assemblée générale, du Conseil d'administration, du personnel du secrétariat exécutif, du personnel des

entités d'Enda, des représentants d'institutions partenaires (aux différentes échelles), et des personnes ressources externes.

Finalement, l'établissement d'un système de suivi-évaluation stratégique commun sera l'une des meilleures manières d'assurer qu'Enda, en tant que réseau, soit bel et bien en train d'opérer les transformations qu'il souhaite dans les sociétés dans lesquelles il s'implique. Enda est sur la bonne voie. ■

## COOPERATION TRANSFRONTALIERE - Femmes dans les situations de conflit et de construction de la Paix en Sénégambie Méridionale



Par Marcel COLY,  
(Enda Diapol)

Dans le cadre de son projet intitulé « Appui à la promotion d'une approche transfrontalière et multi-acteurs de prévention des conflits et construction durable de la paix en Sénégambie Méridionale », Enda Diapol avait tenu, le lundi 27 février 2017, au Complexe Aubert de Ziguinchor, un forum. Ce dernier qui avait pour thème : Femmes dans les situations de conflit et de construction de la Paix en Sénégambie Méridionale, a été organisé en collaboration avec ses partenaires Afrique Enjeux (AFEX) et TANGO (The Association Of Non-Governmental Organisations), et avec l'appui financier de la Coopération Autrichienne pour le Développement.

conflits dans les zones transfrontalières de Sénégambie Méridionale ; de recenser et de partager les expériences et initiatives (actions) des femmes dans la prévention, la construction de la paix dans les espaces transfrontaliers de la Sénégambie Méridionale au niveau micro et macro; de relever les freins/contraintes à la participation des femmes aux processus nationaux et sous régionaux de prévention des conflits et de construction de la paix ; de présenter les opportunités pour leur participation pleine et entière (us et coutumes partagés, instruments internationaux qui les protègent et prônent leurs participations) dans la prévention et la construction de la paix.

Parmi les réactions recueillies, Mme Thiam Ndèye Marie Diédhiou, présidente de la Plateforme des Femmes pour la Paix en

Casamance (PFPC), dira qu'il y a lieu aujourd'hui pour tous les acteurs de s'unir, d'œuvrer ensemble pour une paix durable en Sénégambie Méridionale. Elle a ajouté que nous avons tous compris que c'est dans la synergie des efforts, des actions que nous pourrions matérialiser un tel dessein.

De son côté, le représentant de la Coopération Autrichienne pour le Développement, M. Walter Ehmeir est convaincu que ce forum va apporter sa contribution à une meilleure participation des femmes à la recherche et à la construction d'une paix durable dans l'espace de la Sénégambie Méridionale. Pour lui, les femmes sont la couche la plus affectée par les situations de conflit ; donc il est important qu'elles puissent mieux participer à la consolidation de la paix dans ces zones transfrontalières.

Intervenant à son tour, M. Boubacar Kanté, le coordonnateur du projet à Enda Diapol, renseignera que beaucoup d'activités sont prévues et qui vont renfoncer et consolider les actions que les organisations faitières de femmes déploient au Sénégal, en Gambie et en Guinée-Bissau pour accompagner les acteurs étatiques dans les dynamiques de paix et de règlement des conflits.

Les représentants de la délégation bissau-guinéenne, par la voix d'Eunice Mendes Moreira et de celle de Sidy Mohamed Diakité, ont plaidé pour le respect, par les décideurs politiques, de la résolution 1325 des Nations-Unies et la mise en œuvre des plans d'actions au niveau régional. ■

## PROGRAMME FEVE (PHASE 3) - Enda Santé organise un atelier régional d'harmonisation des interventions et de finalisation du manuel de mise en œuvre

Le Centre Régional de Prise en Charge des Groupes Vulnérables (CREPEC) d'Enda Santé, basé à Mbour (Sénégal), a abrité du 06 au 10 février 2017, un atelier régional de finalisation du manuel de mise en œuvre de la troisième phase du programme Frontières et Vulnérabilités au VIH/SIDA en Afrique de l'Ouest (FEVE).

Par Siga NDIAYE  
(Enda Santé)

L'atelier régional de finalisation du manuel de mise en œuvre de la phase 3 du programme Frontières et Vulnérabilités au VIH/SIDA en Afrique de l'Ouest (FEVE) a réuni les représentants des neuf (09) pays de mise en œuvre dudit programme. Il s'agit du Burkina Faso, du Cap-Vert, de la Côte d'Ivoire, de la Gambie, de la Guinée, de la Guinée Bissau, du Mali, du Niger et du Sénégal. Il visait à harmoniser les stratégies et les activités dans les différents pays, membres du réseau afin de proposer un standard minimum de qualité pour les différentes composantes d'interventions. Au cours des cinq (05) jours de travaux, les acteurs communautaires ont pu s'appro-



prier les nouvelles approches liées à la riposte mondiale au VIH à savoir : la prévention combinée, le test and treat, le 90-90-90, afin de réduire le potentiel de contamination de l'épidémie à l'horizon 2020 et de mettre fin à l'épidémie d'ici 2030.

Les travaux de cette rencontre régionale, basés sur une approche participative, ont permis un échange élargi portant sur les différentes stratégies d'intervention du programme. Il s'agit du renforcement de capacités, de la prévention combinée, de la

prise en charge médicale, de la prise en charge psychosociale, de la réduction d'impact, des activités transfrontalières et de l'harmonisation des outils de collecte primaires pour toutes les composantes de mise en œuvre. Pour rappel, le programme FEVE dans sa phase 3 a pour objectif de contribuer à

l'atteinte de l'objectif 3 des Objectifs de Développement Durable à savoir : «Promouvoir la santé et le bien-être à tous les âges ». En outre, il vise l'atteinte des objectifs du plan stratégique régional de lutte contre le SIDA de la CEDEAO et de l'ONUSIDA.

A l'horizon 2020, FEVE 3 permettra d'augmenter le nombre de personnes qui connaissent leur statut sérologique vers l'objectif du premier 90, et indirectement de contribuer aux objectifs portant sur le traitement et la suppression de la charge virale. ■

## AGRICULTURE ECOLOGIQUE ET BIOLOGIQUE - Enda Pronat impulse la mise en place d'une licence professionnelle pour pallier au déficit de formation

Au Sénégal, comme dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, les stratégies de développement à moyen terme fondées sur l'accroissement de la production ont mené à une dégradation de plus en plus intense des ressources naturelles et à un déséquilibre de la biodiversité. Les grandes sécheresses ont fragilisé l'écosystème sahélien, d'où la nécessité d'adopter de nouvelles méthodes culturales plus adéquates, telle que l'agriculture écologique et biologique (AEB), pour relever les défis de la souveraineté alimentaire et de la sécurité sanitaire des produits agricoles.

Par Thierno SALL,  
(Enda Pronat)

**A** lors que la demande de formation en l'agriculture écologique et biologique (AEB) ne cesse de croître au Sénégal, l'offre se limite à des formations informelles comme la ferme école de Kaydara, au Master Professionnel GEDAH «Gestion durable des agro écosystèmes horticoles» à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD) depuis 2010 et au DUT agro écologie à l'université Gaston Berger de St Louis depuis 2013.

L'idée de créer une licence Pro en AEB qui couvre des secteurs innovants comme la fabrication d'intrants biologiques (semences, plants, bio fertilisants et bio pesticides) est née d'une demande exprimée par les producteurs engagés dans l'agro écologie. Ces derniers rencontrent des difficultés pour fertiliser correctement leurs champs et maîtriser les ravageurs des cultures. Ces producteurs sont membres de la Fédération Nationale de

l'Agriculture Biologique (FENAB) qui regroupe 22 000 exploitations familiales et des ONG (Enda Pronat, Agrecol Afrique, ASPAB...). Cette licence prévoit aussi un module sur la certification biologique des produits pour une meilleure valorisation sur les marchés et la promotion de la santé des producteurs et des consommateurs. La formation d'une ressource humaine consciente de l'état de dégradation de l'environnement et compétente pour la production d'intrants biologiques de qualité et pour la certification de produits sains est un impératif pour tendre vers une agriculture performante et durable.

Dans ce contexte, des universités, des Organisations non gouvernementales et des Organisations Paysannes du Sénégal, soutenues par le projet AEB, ont mobilisé leurs compétences pour réfléchir sur la question et bâtir une licence professionnelle dédiée à l'AEB.

Ces universités sont dans un processus de mutation visant à professionnaliser leurs cur-

ricula. Elles ont l'avantage de disposer d'une masse critique d'enseignants formés sur les agro sciences et disposent d'infrastructures techniques de base qui peuvent servir à la formation pratique des étudiants. Elles comptent aussi sur un réseau de partenariat établi avec les professionnels de la filière AEB.

Le curricula de Licence qui est proposé a été bâti sur une démarche participative et inclusive impulsée par Enda Pronat et impliquant une diversité d'acteurs de la filière (producteurs, ONG, institutions de recherche, universités, structure de vulgarisation, etc.).

La licence sera mise en œuvre avec ces acteurs du monde socio professionnel qui ont participé aux différentes étapes de conception et de validation qui ont duré près de deux ans (2015-2016). La licence est hébergée par l'Institut Supérieur d'Agronomie et d'Entrepreneuriat (ISAE) de l'UCAD. Elle ouvrira ses portes en mars 2017 avec la première promotion d'étudiants. ■



## LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES ET DES BIENS DANS L'ESPACE CEDEAO - La citoyenneté communautaire et l'intégration régionale franchissent de nouveaux pas



Par Souleymane BARRO  
(Enda Cacid)

Ziguinchor, ville du Sud du Sénégal et trait d'union entre la Gambie et la Guinée Bissau a encore vibré au rythme de l'intégration régionale le jeudi 1er décembre 2016. Ceci, suite à la visite des Ministres de l'Intégration du Sénégal et de la Guinée Bissau.

des autorités administratives, politiques et coutumières, des représentants des organisations communautaires, du secteur privé, de la société civile et des médias, entre autres, les deux Ministres ont commencé leurs activités par l'ouverture d'un atelier de sensibilisation des acteurs sur le schéma de libéralisation des échanges de la CEDEAO (SLEC). Cet atelier a réuni plus de 250 acteurs. Il a permis de passer en revue la mise en œuvre du schéma et de montrer son importance et ses enjeux sur le développement du commerce intra-régional.

Par la suite, les deux ministres se sont rendus à Mpack, à la frontière entre le Sénégal et la Guinée Bissau. Main dans la main, ils ont dévoilé le panneau d'information qui dénonce les tracasseries subies par les citoyens et qui rappelle les droits de ces derniers à circuler sans payer de « taxe de passage », avant de traverser symboliquement la frontière entre les deux pays. A cet endroit, les écoliers de l'école primaire de Mpack ont chanté, en l'honneur des deux Ministres, les

hymnes nationales du Sénégal et de la Guinée Bissau. Les deux Ministres se sont rendus ensuite à la Maison des Citoyens de la CEDEAO (MCC) où ils ont été accueillis par « Les Enfants de la CEDEAO », de jeunes élèves de différentes écoles de Ziguinchor formés par la MCC sur la citoyenneté communautaire.

Les Ministres et la forte délégation qui les accompagnait ont eu droit à la montée des couleurs des pays Membres de la CEDEAO, un exercice magistralement réalisé par un détachement de l'armée Sénégalaise, sous la musique de l'Hymne de la CEDEAO.

Ils ont ensuite visité la MCC, notamment son Centre d'Information et de Documentation sur l'Intégration Régionale (CIDIR) qui accueille actuellement une importante bibliothèque physique et virtuelle contenant tous les textes, protocoles, rapports et décisions de la CEDEAO dans les trois langues de la communauté à savoir le Français, l'Anglais et le Portugais.

Pour exprimer son soutien et sa satisfaction quant aux initiatives novatrices, originales, basées au plus près des citoyens, le Ministre Khadim Diop a offert à la «Maison des Citoyens de la CEDEAO» un lot d'ordinateurs et de matériel informatique. ■

**E**n Partenariat avec le Centre Africain pour le Commerce, l'Intégration et le Développement (Enda Cacid), le Ministre Sénégalais de l'Intégration régionale, du NEPAD et de la promotion de la Bonne Gouvernance, M.Khadim Diop a invité son homologue Bissau Guinéen, M. Doménico Oliveira Sanca, pour poser ensemble des actes forts traduisant la volonté des deux Etats à appuyer les initiatives d'Enda Cacid consistant à garantir l'effectivité du droit des citoyens à circuler librement dans l'espace de la CEDEAO et à faciliter les échanges commerciaux le long du corridor Banjul-Bissau. En présence du Directeur exécutif d'Enda Cacid, le Dr. Cheikh Tidiane Dièye, ainsi que